

## Note d'information concernant le traitement des données à caractère personnel ex articles 13-14 Règlement UE 2016/679

### Personnes concernées : personnes concernées par la surveillance vidéo

En qualité de responsable du traitement de vos données à caractère personnel, aux sens et pour les effets des articles du Règlement Européen n°2016/679 (« RGPD »), Coem S.p.A. vous informe par la présente que la réglementation précitée prévoit la protection des personnes concernées quant au traitement des données à caractère personnel et que ce traitement sera basé sur des principes de correction, de licéité, de transparence et de protection de votre vie privée et de vos droits.

Vos données à caractère personnel seront traitées en accord avec les dispositions législatives de la réglementation susmentionnée et les obligations de confidentialité qu'elle prévoit.

Finalité et base juridique du traitement : vos données seront utilisées notamment pour les finalités suivantes nécessaires à la poursuite de l'intérêt légitime du responsable :

- surveillance vidéo installée pour une finalité de sécurité personnelle et de protection du patrimoine de l'entreprise à travers des caméras placées dans les lieux de travail (à l'exception des vestiaires et des toilettes), dûment signalées. La surveillance vidéo est installée sur le lieu de travail conformément aux normes en vigueur dans les formes requises par la loi et la norme du secteur. Le système de surveillance vidéo sert comme moyen de dissuasion et comme preuve éventuelle en cas d'actions criminelles. Les images ne seront accessibles qu'aux personnes expressément autorisées, sauf disposition différente établie par l'autorité, et seront enregistrées et conservées pendant une période de temps maximale de 24 heures ou 48/72 heures en cas de jours fériés. Par la suite, les images seront effacées par l'enregistrement d'autres par dessus, sauf disposition différente prévue par d'éventuelles mesures ou requêtes disposées par l'autorité ou la police judiciaire ou suite à la manifestation d'infractions à l'intérieur des espaces de l'entreprise (exemple : dommages causés au patrimoine de l'entreprise, accès non autorisés, vols, etc.).

Pour les finalités du traitement susmentionné, le responsable pourra prendre connaissance de catégories particulières de données personnelles et, en particulier, de celles inhérentes à l'Enregistrement d'Images par Surveillance vidéo. Les traitements de données personnelles pour ces catégories particulières sont effectués conformément à l'art 9 du RGPD.

Modalités du traitement. Vos données à caractère personnel pourront être traitées selon les modalités suivantes :

- traitement par le biais de calculateurs électroniques.

Chaque traitement est effectué en respectant les modalités citées aux articles 6 et 32 du RGPD et en adoptant les mesures de sécurité appropriées prévues.

Vos données seront traitées uniquement par le personnel expressément autorisé par le responsable et, notamment, par les catégories suivantes :

- personnes physiques, autorisées au traitement, pour l'utilisation des équipements dans le cas où visionner des enregistrements serait indispensable pour les finalités poursuivies.

Communication : vos données pourront être communiquées à des sujets externes pour une gestion correcte du rapport et, notamment, aux catégories suivantes de destinataires qui œuvrent en qualité de responsable externe du traitement ou de responsable autonome :

- Autorité judiciaire et de sécurité publique.

Diffusion : vos données à caractère personnel ne seront pas diffusées.

Période de conservation. Nous vous signalons que, dans le respect des principes de licéité, de limitation des finalités et de minimisation des données, aux termes de l'art. 5 du RGPD, la période de conservation de vos données personnelles :

- liée à la finalité de la surveillance vidéo, établie dans les délais prévus avec la FSU.

Responsable : le responsable du traitement des données, aux termes de la loi, est COEM S.p.A. (via Cameazzo 25-41042 Fiorano Modenese (Mo) Italie ; Numéro TVA: 01927780369 ; joignable par mail : [privacy.coem@coem.it](mailto:privacy.coem@coem.it) ou par téléphone au 0536 993511), en la personne de son représentant légal pro tempore.

Vous avez le droit d'obtenir auprès du responsable l'effacement (droit à l'oubli), la limitation, la mise à jour, la rectification, la portabilité et l'opposition au traitement de vos données à caractère personnel et, plus généralement, la possibilité d'exercer tous les droits prévus par les articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 du RGPD en écrivant à [privacy@coem.it](mailto:privacy@coem.it). Vous pouvez également déposer une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente si vous estimez que le traitement de vos données n'est pas conforme au règlement en vigueur.

Vous pourrez aussi visionner, à tout moment, la version mise à jour de la présente note d'information en vous connectant à l'adresse internet : <https://www.privacylab.it/informativa.php?07369429345>.

## **Règlement UE 2016/679 : Articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 – Droits de la personne concernée**

1. La personne concernée a le droit d'obtenir la confirmation de l'existence ou de l'absence des données à caractère personnel la concernant, même si elles n'ont pas encore été enregistrées, leur communication sous une forme intelligible, et la possibilité de présenter une réclamation auprès de l'autorité de vigilance.

2. La personne concernée a le droit d'obtenir l'indication :

- a. de l'origine des données à caractère personnel ;
- b. des finalités et des modalités du traitement ;
- c. de la logique appliquée en cas de traitement effectué avec l'aide d'instruments électroniques ;
- d. des données d'identification du responsable, des responsables et du représentant désigné aux termes de l'article 5, alinéa 2 ;
- e. des personnes ou des catégories de personnes auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées ou qui peuvent en prendre connaissance en tant que représentants désignés dans le territoire du pays, de responsables ou de personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel.

3. La personne concernée a le droit d'obtenir :

- a. la mise à jour, la rectification ou, le cas échéant, l'intégration des données ;
- b. l'effacement, la transformation sous forme anonyme ou le blocage des données traitées en violation de la loi, notamment celles dont la conservation n'est pas nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou pour lesquelles elles ont été ultérieurement traitées ;
- c. l'attestation que les opérations mentionnées aux paragraphes a) et b), notamment en ce qui concerne leur contenu, ont été portées à la connaissance des personnes auxquelles les données ont été communiquées ou diffusées, sauf si cela s'avère impossible ou suppose un effort disproportionné par rapport au droit protégé ;
- d. la portabilité des données.

4. La personne concernée a le droit de s'opposer, totalement ou partiellement :

- a) pour des raisons légitimes au traitement des données à caractère personnel la concernant même si elles sont pertinentes aux finalités de la collecte ;
- b) au traitement des données à caractère personnel la concernant pour l'envoi de documents publicitaires, la vente directe ou les prospections de marché ou dans le cadre d'une communication commerciale.